

**SEMINAIRE DE LANCEMENT DES ACTIVITES  
DE PREPARATION DU BUDGET DE L'ETAT  
POUR L'EXERCICE 2024**

---

**ALLOCUTION D'OUVERTURE**

**Prononcée par**

**Monsieur Louis Paul MOTAZE  
Ministre des Finances**

**Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Honorables Présidents des commissions des Finances et du Budget de l'Assemblée Nationale et du Sénat,  
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales, Partenaires Techniques et Financiers du Gouvernement,  
Mesdames et Messieurs les séminaristes,  
Distingués Invités, en vos rangs et grades respectifs,  
Mesdames et Messieurs,**

Nous voici à nouveau rassemblés ce matin, comme chaque année, dans cette magnifique salle de l'hôtel Hilton de Yaoundé, à l'occasion de l'ouverture de ce séminaire qui marque le lancement officiel des activités de préparation du budget de l'Etat pour le compte de l'exercice 2024. Il convient de relever que cette rencontre, qui prend progressivement place dans le calendrier budgétaire de l'Etat, reste pertinente à plus d'un titre.

En effet, le présent séminaire devrait une fois encore, permettre aux acteurs du processus de préparation du budget d'en questionner les outils et leurs contenus, de revisiter les méthodes et processus utilisés, de partager les innovations et contraintes liés au contexte macroéconomique et budgétaire et d'harmoniser la compréhension des différents extrants attendus. Fort de ces visées, nous devons continuer à en faire un moment privilégié d'échanges constructifs, en vue de l'amélioration de la qualité des projections budgétaires de l'Etat et de leur présentation.

En cette importante circonstance, qu'il me soit permis de souhaiter une chaleureuse bienvenue et de remercier particulièrement les membres du Gouvernement, ceux du Parlement, de la société civile ainsi que les représentants de la communauté des partenaires techniques et financiers du Cameroun, dont la présence en ces lieux, est pour nous un motif supplémentaire d'encouragement et la manifestation du ferme engagement à accompagner le Gouvernement plus que par le passé, dans la mise en œuvre de sa stratégie nationale de développement.

**Mesdames et Messieurs,**

La préparation du budget 2024 se déroule dans un contexte de fortes incertitudes au plan national. En effet, la reprise économique amorcée, en satisfaction des actions engagées par le Gouvernement dans le cadre du plan d'appui à la relance économique post-COVID, pourrait être freinée en 2023 par les effets du conflit russo-ukrainien.

Après des taux progressifs de 3,6% et d'environ 4% respectivement en 2021 et en 2022, la croissance économique est révisée à 3,8% pour l'année en cours, en raison du renchérissement des coûts de production, causé par la hausse du niveau général des prix des biens et produits importés, des perturbations des circuits logistiques d'approvisionnement, consécutifs au conflit sus évoqué et de la dépréciation actuelle de l'euro vis-à-vis du dollar.

Soucieux de limiter l'envolée de sa facture destinée au soutien des prix des produits pétroliers et afin de disposer des marges budgétaires supplémentaires pour faire face à ses charges, le Gouvernement s'est trouvé contraint d'augmenter les prix desdits produits. Ce qui a davantage accentué les tensions inflationnistes, dont le taux est estimé à 5,9% en 2023 contre 3% initialement prévu. La prise en compte de ce nouveau contexte économique et d'autres contingences tant en matière de recettes que de dépenses publiques l'a fondé à procéder aux ajustements des prévisions budgétaires de l'Etat opérés dans le cadre de l'ordonnance récemment signée par le Président de la République, **Son Excellence Paul BIYA**.

Si l'ensemble des facteurs que je viens d'évoquer auront perturbé l'environnement économique national au cours des deux dernières années, les perspectives ne sont guère reluisantes, en considération de l'absence de visibilité sur l'issue du conflit en Ukraine, des conséquences de la dépréciation du dollar et de l'instabilité du marché du pétrole. Les incertitudes qui pèsent ainsi sur l'économie mondiale invitent à la prudence quant à la prévision d'une hausse substantielle du niveau de ressources propres en 2024, dans un contexte de baisse des cours et d'effritement progressif du potentiel de mobilisation de recettes pétrolières, dont les projections du dernier cadrage budgétaire prévoient, pour 2024, une diminution de plus de 195 milliards de F CFA par rapport à 2023.

Ces projections ne sont pas meilleures s'agissant des ressources de financement qui pourraient elles aussi, connaître en 2024 une importante contraction, en raison de celle des appuis budgétaires et des emprunts intérieurs.

C'est donc à juste titre que notre pays gagnerait à tirer profit des opportunités qu'offre le dernier sommet organisé à Paris sur le nouveau pacte financier mondial. Il s'agit de renforcer les investissements productifs internes, à travers des projets et programmes remplissant toutes les conditions d'accès aux financements innovants proposés dans ce nouveau cadre de développement et de promotion de la sauvegarde climatique. Nous devons alors préparer un budget 2024 qui permet de progresser vers ces nouveaux financements.

Dans le même sens et afin de renforcer les financements de l'Etat, il importe de conduire efficacement l'ambitieux programme économique et financier en cours avec le FMI, en veillant particulièrement au respect des engagements consentis par l'Etat, en matière de conduite des politiques et de gestion plus saine de nos finances publiques. Ceci devrait commencer par la mise en œuvre de toutes les recommandations formulées par nos partenaires, au titre de la dernière revue dudit programme et ciblant une croissance économique plus soutenue et mieux partagée, tout en garantissant la viabilité extérieure de nos finances publiques.

Il convient de préciser que l'ensemble de ces programmes et projets devraient s'appuyer et rester alignés sur les objectifs de notre stratégie de développement à l'horizon 2030 (SND30) et viser au plan global la réduction de la pauvreté et des inégalités persistantes dans notre pays. Elles continueront à traduire la quête d'une plus grande performance de l'action de l'Etat, telle que contenue dans les cadres stratégiques des programmes adoptés au cours de la plus récente session du CIEP.

Comme au cours de ces dernières années, l'Etat devra continuer à rechercher des ressources importantes pour faire face à des charges devenues de plus en plus importantes et contraignantes. Il s'agira en effet de :

- Maintenir une attention toujours plus soutenue en direction de toutes les zones en crise à travers le pays, afin d'y ramener la paix, sécuriser les personnes, leurs biens et favoriser leur reconstruction ;
- Accélérer l'implémentation de la politique de l'import substitution, socle de la SND30 ;
- Assurer le paiement des loyers consentis par l'Etat au profit des opérateurs engagés dans le cadre des projets financés à travers le modèle du Partenariat Public Privé ;
- Finaliser le processus de décentralisation par la mise en place des régions ;
- Soutenir l'extension de la couverture sanitaire universelle à toutes les couches de la population ;
- Relever le niveau des dépenses sociales en faveur des couches défavorisées, en conformité avec les objectifs du programme économique et financier.
- Finaliser les grands projets portuaires, routiers, autoroutiers et énergétiques à travers le pays et les mettre en service ;
- Contribuer à l'entretien des infrastructures construites et mise à la disposition du mouvement sportif national dans le cadre de l'organisation de la CAN 2022 ;

**Mesdames et Messieurs,**

Pour relever tous ces défis, il convient d'enrayer les effets de freinage qu'exercent sur notre économie les méfaits encore présents de la pandémie du COVID 19 et les vents contraires liés à la crise en Ukraine. Sous cette veine, nous nous devons de préparer un budget 2024 qui garantit une force de mobilisation des ressources internes et traduit un choix judicieux de la dépense publique. C'est donc à juste titre que le présent séminaire est placé sous le thème central : "**Rationalisation des choix budgétaires face aux crises internationales, pour l'atteinte des objectifs de la SND30**".

L'augmentation des ressources internes appelle à renforcer la croissance économique, à travers l'accélération de la politique de l'import substitution. Il s'agira de veiller à une affectation prioritaire des ressources au développement des filières de production agricole et pastorale de grande consommation et au renforcement des capacités de transformation locale et d'exportation des produits à grande valeur ajoutée, afin d'assurer une meilleure maîtrise de l'inflation concernant les biens alimentaires et disposer de ressources pour limiter le recours à l'endettement. Cette augmentation des ressources devra également s'appuyer sur un environnement fiscal favorable à la relance économique et caractérisé par la simplification des procédures et un suivi plus rigoureux des contribuables.

Dans ce même élan, la collecte des recettes douanières devra contribuer à l'objectif d'optimisation des ressources budgétaires, tout en développant des incitations favorables à la politique de substitution des importations et de patriotisme économique. Quant aux recettes non fiscales, leur contribution devrait être renforcée, compte tenu du potentiel non encore budgétisé, des marges de progression encore importantes en la matière et malgré les effets sur les revenus des ménages de la flambée des prix des produits de première nécessité.

Pour y parvenir, les services d'assiette devront veiller à mettre en place une administration dynamique, ingénieuse et moderne, reposant sur une organisation appropriée, une utilisation plus large des nouvelles technologies et un personnel compétent, dévoué et motivé.

Comme vous le savez, les actions de l'Etat resteront guidées par la recherche d'une plus grande consolidation budgétaire, afin de garantir un équilibre plus stable de nos

finances publiques, compatible avec la stratégie globale de financement de notre développement.

Pour ce faire, la dépense publique devra être optimisée à travers des choix budgétaires pertinents et une programmation judicieuse de toutes les catégories de dépenses, reposant sur une bonne identification des priorités, leur évaluation sur une base réelle, et la quête d'une plus grande performance de l'action publique. Il s'agira, dans un contexte caractérisé par un niveau de ressources de plus en plus limité par l'étroitesse des sources et un alourdissement des charges, de travailler aux économies budgétaires en ce qui concerne les dépenses courantes pour relever le niveau de l'investissement public et progresser vers la transformation structurelle recherchée de l'économie.

En ce qui concerne particulièrement les dépenses d'investissement public et afin de favoriser l'achèvement des projets déjà engagés, pour en tirer les bénéfices socioéconomiques nécessaires, la programmation de nouveaux projets ne devrait avoir lieu qu'après inscription des premiers et le succès au terme du processus de maturation s'imposer comme la condition non négociable de ladite programmation.

La dépense publique visera cette année encore, essentiellement : la mise en fonctionnement de tous les grands projets de première génération, la maturation des projets de seconde génération, l'élargissement de la couverture sanitaire à d'autres couches de la population, la mise en œuvre coordonnée des actions du plan d'impulsion initiale de la SND30 (P2I), le développement des infrastructures routières et de transport, le désenclavement des bassins de production, le développement de la finance climatique, la prise en charge de l'importante dette flottante de l'Etat.

Afin de réaliser un autre saut dans la qualité de nos prévisions budgétaires, je vous exhorte tous, acteurs de la préparation du budget de l'Etat, à participer activement à toutes les instances de discussions budgétaires. Elles donneront l'occasion d'arrêter les priorités et de veiller à la cohésion des actions du Gouvernement dans les budgets de vos administrations.

Vous veillerez dans ce déploiement à améliorer la gouvernance à tous les niveaux de la gestion, en confortant plus que par le passé la budgétisation en mode programme, à travers un renforcement du dialogue de gestion interne au sein de vos programmes, destiné à accroître la performance opérationnelle, afin d'atteindre les objectifs visés à brève échéance.

En tout état de cause, je vous engage à animer vos actions vers l'atteinte des objectifs et à respecter strictement les orientations de politique budgétaire qui seront fixés par le Président de la République dans sa circulaire relative à la préparation du budget de l'Etat pour le compte de l'exercice 2024.

**Mesdames et Messieurs,**

Au cours des deux jours que durera le présent séminaire, cinq exposés seront présentés par les experts du MINFI et du MINEPAT sur des thématiques différentes mais complémentaires. Le premier présentera le contexte macroéconomique, les objectifs et les grandes lignes de la politique budgétaire de l'Etat en 2024.

Quant au second, il vise à partager avec les acteurs de la préparation du budget que vous êtes les innovations intervenues en 2023, les avancées et difficultés de mise en œuvre et les propositions d'amélioration de la budgétisation de certaines dépenses de l'Etat. Un accent particulier sera porté sur le financement de l'exercice des compétences transférées aux régions et la budgétisation sensible au genre.

Le troisième exposé intitulé "**Optimisation des sources de financement de la SND30 et priorités dans les choix des administrations**" attirera l'attention des administrations de l'Etat sur leur capacité contributive dans l'utilisation des différents leviers de financement identifiés pour la SND30, à l'instar des contrats de partenariat Public-Privé, tout en mettant en exergue les risques associés à ces leviers. Il s'agira in fine de sensibiliser lesdites administrations sur la nécessité de veiller à la priorisation de la modalité de financement la plus appropriée pour chaque projet identifié.

Comment évaluer la dépense courante sur une base réelle et la justifier au premier Franc CFA ? à partir des déterminants, critères et normes d'évaluation de cette nature de dépenses, l'exposant vous présentera un moyen de contribuer à l'objectif d'efficacité de la dépense publique dans le cadre du quatrième exposé intitulé "**Normalisation de l'évaluation des dépenses de fonctionnement hors salaires des administrations publiques**".

La cinquième et dernière présentation vise à effectuer une première évaluation, pour en proposer des pistes d'amélioration, des réformes intervenues en 2023 d'une part, relativement à l'accompagnement des administrations par le MINFI et le MINEPAT et d'autre part concernant l'organisation des conférences budgétaires.

Je reste convaincu que vous saurez, mieux que par le passé, mettre à profit ces deux jours d'échange ouverts et profonds sur des thématiques d'intérêt commun, pour permettre à notre processus budgétaire de se renforcer davantage et de produire à terme, un projet de loi des finances 2024 et des documents budgétaires qui répondent aux normes de qualité visés par la réforme en cours des finances publiques et qui satisfont la grande majorité du peuple camerounais.

Sur ce, je déclare ouverts les travaux du séminaire de lancement des activités de préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2024.

Vive le Cameroun et son illustre chef, **Son Excellence Paul BIYA**.

Je vous remercie pour votre aimable attention.